

Dans les médias

Présidence Hollande, élections US, crise financière... Menly interviewe J. Cheminade

mercredi 31 octobre 2012



Mardi 30 octobre, le site d'information menly.fr s'est entretenu avec Jacques Cheminade.

INTERVIEW – Candidat à l'élection présidentielle, Jacques Cheminade revient pour nous sur une campagne « qui ne laisse pas de place au débat », la présidence de François Hollande, la crise financière mais aussi ses projets personnels et ceux de son parti.

Il était l'invité surprise de 2012. Moqué par les uns, regardé de travers par les autres, Jacques Cheminade n'a pas laissé indifférent au cours d'une campagne présidentielle difficile, dominée bien avant le second tour par l'affrontement Sarkozy/Hollande. De retour dans l'anonymat du militantisme, le fondateur de Solidarité & Progrès nous reçoit dans ses bureaux discrets de la rue Morice, à Clichy. Accompagné de son directeur de campagne, Jacques Cheminade se confie sur l'avenir de son mouvement, analyse les premiers mois de François Hollande et revient sur le déroulement de la campagne présidentielle.

L'AVENIR : « JE NE SERAI PAS CANDIDAT AUX MUNICIPALES »

MENLY – Que faites-vous depuis la présidentielle ?

Jacques Cheminade - Je poursuis le combat que j'ai toujours mené. Nous avons lancé un appel au Glass Steagall Act (séparation stricte des banques de dépôt et des banques d'investissement, ndlr) qui a été signé par 220 des maires qui m'ont parrainé pour la présidentielle. Je poursuis également mon investissement pour le retour des arts à l'école et la conquête de l'espace, un sujet largement moqué durant la campagne. Ce qui prouve que les journalistes et les responsables politiques vivent dans le présent et ne pensent pas à l'avenir. L'espace est un enjeu majeur du futur.

Comment continue-t-on de se faire entendre une fois la médiatisation de l'élection passée ?

Nous avons trois moyens de poursuivre notre action : tout d'abord, nous faisons le tour de France des maires. Ceux qui m'ont parrainé vivent dans des petites communes mais ils ont compris qu'il faut avoir une vision qui dépasse le seul prisme de leur ville ou de leur département. Nous espérons qu'ils pourront faire pression sur les conseils généraux et régionaux.

Notre publication – Nouvelle Solidarité – nous permet aussi de diffuser nos idées. Et même si notre site est modeste, il accueille 4 000 visiteurs par jour.

Enfin, notre mouvement a des antennes internationales, notamment en Allemagne et aux Etats-Unis. Cela nous permet de diffuser nos idées jusqu'en Russie.

Quels sont vos projets et ceux de Solidarité & Progrès ?

Nous allons présenter des candidatures aux municipales de 2014. Je ne serai, en revanche, pas candidat. Je compte écrire un livre sur mes idées politiques. Je me suis rendu compte que les Français attendent une vision politique à long terme et c'est ce dont je parle.

PRÉSIDENTIELLE : « LE MONDE M'A OUVERTEMENT BOYCOTTÉ »

Revenons à la présidentielle. Vous avez souvent été mis de côté par les médias...

Oui, de grands médias ont eu une attitude hostile à mon égard. Les papiers du Figaro n'ont pas été des plus sympathiques et Le Monde m'a ouvertement boycotté en refusant de relayer les informations me concernant. Ils ont d'abord argué que je n'étais pas sûr de pouvoir me présenter – alors que le Conseil constitutionnel avait validé mes 500 parrainages – puis ont clairement dit qu'ils ne parleraient pas de moi. Il est surprenant de voir que ce sont des journalistes qui disaient que je n'avais rien à faire là – comme Thierry Ardisson ou Caroline Fourest, par exemple – qui se sont le plus intéressés à moi.

Ce que je regrette vraiment c'est que cette élection ne laisse pas de place au débat. Il n'y en a pas eu. Je pense qu'il faudrait réformer l'élection : deux voire trois mois avant l'échéance, chacun devrait dire clairement s'il est candidat ou non et ne pas bluffer comme a pu le faire Christine Boutin – qui en a d'ailleurs été financièrement récompensée –. A partir de là, on pourrait organiser un vrai débat entre les candidats, tous placés à égalité. Si l'on ne veut pas traiter tout le monde de la même manière, disons-le ouvertement et réformons le mode d'obtention des parrainages de manière à ce qu'il n'y ait plus que des « grands candidats ».

Seul Yves Calvi a organisé un vrai débat et les retours que nous en avons eu ont été très positifs.

Votre score aurait été meilleur avec l'organisation de vrais débats ?

Avec un vrai débat d'idées, je le pense, oui.

Quid de vos relations avec les autres candidats ?

Nous n'avions pas de contact. J'ai eu l'occasion de serrer quelques fois la main d'Eva Joly et de lui dire que je regrettais les attaques qu'elle subissait. J'ai également croisé Nicolas Dupont-Aignan et Philippe Poutou. Ses accompagnateurs ne semblaient d'ailleurs pas ravis qu'il discute avec quelqu'un comme moi ! Quant aux autres, on ne les rencontre jamais. Ils ont trop de suiveurs et de services d'ordre autour d'eux.

PRÉSIDENTE DE FRANÇOIS HOLLANDE : « DIFFICILE D'AVOIR UN AVIS SUR PAS GRAND CHOSE »

François Hollande a été élu le 6 mai, que pensez-vous de ses premiers mois à 'Elysée ?

Il est difficile d'avoir un avis sur pas grand-chose. Nous sommes dans une présidence de temporisation. On a bien vu le désastre du TSCG qui n'est rien d'autre qu'un traité d'austérité. On a d'ailleurs bien vu que ceux qui l'ont voté affichent clairement leur volonté de ne pas l'appliquer. C'est un mauvais signal envoyé aux citoyens. On nous avait également promis une grande réforme de l'Education qui n'aboutit qu'à la semaine de 4 jours et demi. Pas grand-chose, donc. Nous sommes globalement dans la continuité de la politique menée par le gouvernement de Nicolas Sarkozy et François Fillon.

J'ai été aussi surpris d'entendre Jean-Marc Ayrault et Bernard Cazeneuve soutenir publiquement Barack Obama. Ce n'est pas le rôle d'un premier ministre de s'occuper des affaires d'un pays étranger. Je trouve surprenant de se dire républicain et socialiste tout en soutenant un homme qui a fait la guerre sans l'accord du Congrès et qui a commis des erreurs concernant l'attaque de Benghazi. Ceci dit, Mitt Romney n'est pas meilleur.

Et que pensez-vous des débats concernant des sujets de société comme le mariage homosexuel et le cannabis ?

C'est grave de prendre en otage ces sujets de société – qui doivent être débattus – pour s'en servir d'échappatoire vis-à-vis des réalités. Les débats sont biaisés. On ne réfléchit pas assez à la question de l'évolution des mœurs comme on ne réfléchit pas assez au refus par les trois grandes religions monothéistes de l'union homosexuelle. Ce sont des questions importantes mais pas fondamentales. Nous devrions plutôt réfléchir à la crise financière et alimentaire qui risque de nous mener à la guerre, à la possibilité d'une intervention au Mali – qui va devenir indispensable mais qui sera inutile si l'on ne remet pas l'économie de ce pays dans le bon sens –. Je pense, comme le disait Michel Rocard, qu'il faut organiser une conférence internationale sur le développement. C'est ça le sujet fondamental.

Pour finir, où en sont vos problèmes avec la justice [1] ?

Nous avons déposé une Question Prioritaire de Constitutionnalité. Nous sommes victimes du rayonnement d'une loi modifiée et la décision de 1995 était inéquitable. Roland Dumas (président du Conseil constitutionnel de 1995 à 2000, ndlr) a reconnu qu'Edouard Balladur et Jacques Chirac ont été adroits et Jacques Cheminade maladroit, ce n'est pas juste.

Espérez-vous voir leurs comptes de campagne réexaminés ?

Non, ce qui est fait est fait et je ne leur souhaite pas cela.

NOTES

[1] En 1995, les comptes de campagne de Jacques Cheminade ont été invalidés par le Conseil constitutionnel. L'Etat lui réclame aujourd'hui 171 000€. [A lire ici](#).
